

Utilisation de la

Déclaration de consensus d'experts sur la connaissance scientifique relative au VIH dans le contexte du droit pénal

Juillet 2018 – Juin 2020

HIV JUSTICE
NETWORK



Rapport
d'évaluation
intérimaire

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Sally Cameron, analyste politique principale du HIV Justice Network.

Nous tenons à remercier sincèrement les 20 co-auteurs de la Déclaration de consensus d'experts sur la connaissance scientifique relative au VIH dans le contexte du droit pénal, ainsi que nos collègues de l'International AIDS Society (IAS), de l'International Association of Providers of AIDS Care (IAPAC), du Journal of the International AIDS Society (JIAS) et du Programme commun des Nations unies sur le sida (ONUSIDA).

Merci également à l'équipe du HIV Justice Network et à nos collègues du comité directeur mondial du HIV JUSTICE WORLDWIDE : AIDS Action Europe, AIDS and Rights Alliance for Southern Africa, Réseau juridique canadien VIH/Sida, Global Network of People Living with HIV, International Community of Women Living with HIV, Positive Women's Network-USA, Sero Project et Southern Africa Litigation Centre, ainsi que les nombreux collègues membres de la coalition HIV JUSTICE WORLDWIDE.

Enfin, nous tenons à saluer le courage et l'engagement des scientifiques, des prestataires de soins, des avocats, des défenseurs et des militants qui traduisent la science en justice et contestent les lois, les politiques et les pratiques qui réglementent et punissent de manière inappropriée les personnes vivant avec le VIH. Sans eux, ce rapport n'aurait pas été possible.

Publié par:

HIV Justice Network, au nom de HIV JUSTICE WORLDWIDE
Eerste Helmersstraat 17 B3, 1054 CX Amsterdam, Pays-Bas
www.hivjustice.net
www.HIVJUSTICEWORLDWIDE.org

Nous remercions l'équipe de l'ONUSIDA d'appui aux régions pour l'Afrique occidentale et centrale et Marie Engel pour la traduction de ce rapport.

Certains droits sont réservés : Ce document peut être librement partagé, copié, traduit, révisé et distribué, en partie ou en totalité, mais ne peut être mis en vente ou utilisé à des fins commerciales.

Seules les traductions, adaptations et réimpressions autorisées peuvent porter les logos du HIV Justice Network.

Les demandes de renseignements doivent être adressées à:
info@hivjustice.net

© Juillet 2020. HIV Justice Network

Nous remercions le Fonds Robert Carr pour sa contribution financière à l'élaboration de ce rapport.



Résumé

La [Déclaration de consensus d'experts sur la connaissance scientifique relative au VIH dans le contexte du droit pénal](#) (déclaration de consensus des experts) est le résultat d'un processus initialement élaboré par un partenariat comprenant la Société internationale du sida (IAS), l'Association internationale des prestataires de soins pour le sida (IAPAC), le Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et HIV JUSTICE WORLDWIDE¹.

Elle décrit les données actuelles sur la transmission du VIH, l'efficacité des traitements et la médecine légale afin que la science liée au VIH puisse être mieux comprise dans le contexte du droit pénal. Rédigée par 20 des plus grands spécialistes mondiaux du VIH et approuvée par plus de 70 autres experts scientifiques, ainsi que par l'IAPAC, l'IAS et l'ONUSIDA, la déclaration de consensus des experts a été publiée dans le *Journal of the International AIDS Society* (JIAS) en juillet 2018, après avoir fait l'objet d'un examen par les pairs.

Début 2020, le HIV Justice Network a entrepris une analyse rapide pour recueillir des informations sur la manière dont la déclaration de consensus des experts a été utilisée depuis sa publication afin de déterminer si elle a satisfait aux objectifs du projet initial.

L'analyse a révélé que la déclaration de consensus des experts atteint à la fois son objectif premier (soutenir les arguments de la défense dans les affaires de criminalisation du VIH) et son objectif secondaire (soutenir le lobbying en faveur de la réforme des lois et des politiques) dans de nombreuses juridictions.

L'analyse a également révélé que le processus d'élaboration et de promotion du contenu de la déclaration de consensus des experts a apporté des bénéfices supplémentaires qui renforcent les efforts de sensibilisation visant à mettre fin à la criminalisation du VIH.

En résumé, la déclaration de consensus des experts est utilisée pour :

- Appuyer les arguments de la défense en matière de criminalisation du VIH et les litiges stratégiques, en modifiant la compréhension qu'ont les tribunaux des risques de transmission associés au VIH et de l'efficacité des traitements modernes.
- Former les défenseurs de la réforme du droit et des politiques, notamment en mobilisant les intervenants pour qu'ils fassent pression en faveur de la réforme, en mettant en œuvre la réforme du droit et des politiques, en améliorant la pratique juridique et judiciaire, en facilitant l'accès des défenseurs de la communauté aux organes gouvernementaux et judiciaires et en obtenant le soutien des organismes de santé publique et des chefs coutumiers et religieux.
- Informer la pensée scientifique et médicale, notamment en étant cité dans de nombreux articles évalués par des pairs et dans la presse scientifique et médicale, en étant hébergé sur les sites d'organisations scientifiques/médicales/universitaires et en étant classé premier article de la JIAS à ce jour.

¹ Le HIV Justice Network fait office de secrétariat du [Comité directeur de HIV JUSTICE WORLDWIDE \(HJWW\)](#), qui comprend AIDS Action Europe, AIDS and Rights Alliance for Southern Africa, le Réseau juridique canadien VIH/SIDA, Global Network of People Living with HIV, HIV Justice Network, International Community of Women Living with HIV, Positive Women's Network-USA, Sero Project et Southern Africa Litigation Centre. Visitez [le site web du HJWW](#) pour plus d'informations sur la coalition HIV JUSTICE WORLDWIDE.

- Développer des relations plus solides qui transcendent les silos et font progresser les capacités, permettant des communications efficaces et informelles entre les partenaires pour faire avancer rapidement les projets. En aidant la défense dans les affaires pénales, en répondant à des questions ad hoc and en co-signant des résumés, des présentations et des articles, les auteurs de la déclaration soutiennent les organisations communautaires.
- Diffuser des messages précis et positifs sur les personnes vivant avec le VIH et la question de la criminalisation du VIH, notamment en facilitant les discours et les présentations lors de conférences et de réunions importantes, et en suscitant l'intérêt des médias traditionnels et communautaires et des réseaux sociaux à l'échelle mondiale. En fin de compte, l'intérêt suscité par la déclaration de consensus des experts a permis d'élever le niveau de la conversation mondiale sur la criminalisation du VIH, les messages coordonnés se traduisant par un discours positif et percutant sur de nombreux sites.

Contexte

En 2017 et 2018, le comité directeur de HIV JUSTICE WORLDWIDE (HJWW) a joué un rôle de premier plan en coordonnant un secrétariat de partenaires² pour soutenir l'élaboration d'un document universitaire présentant les connaissances scientifiques actuelles sur la transmission et le traitement du VIH.

L'objectif premier du projet était de produire un document pouvant être utilisé par des experts scientifiques lors de la présentation des arguments de la défense dans des affaires de criminalisation du VIH. Un objectif secondaire était de consolider les preuves scientifiques qui pourraient être convaincantes lors de la défense d'une réforme législative et politique.

En juillet 2018, la [Déclaration de consensus d'experts sur la connaissance scientifique relative au VIH dans le contexte du droit pénal](#) (Déclaration de consensus d'experts) a été publiée dans le *Journal of the International AIDS Society* (JIAS), rédigée par 20 des plus grands scientifiques du monde spécialisés dans le VIH et [approuvée par plus de 70 autres experts scientifiques de 46 pays](#), ainsi que par l'IAPAC, l'IAS et l'ONUSIDA. Elle décrit les données actuelles sur la transmission du VIH, l'efficacité des traitements et la médecine légale afin que la [science liée au VIH puisse être mieux comprise dans le contexte du droit pénal](#).

Processus d'évaluation

Au début de l'année 2020, le HIV Justice Network (HJN) a entamé un processus de collecte d'informations sur la manière dont la déclaration de consensus des experts a été utilisée depuis sa publication, notamment pour savoir si elle a satisfait aux objectifs du projet initial. En l'absence de financement spécifique, le HJN a lancé une analyse rapide visant à recueillir des informations de base susceptibles d'éclairer les décisions relatives à d'éventuelles activités de suivi destinées à promouvoir l'utilisation de la Déclaration d'experts, y compris sur ce que ces activités pourraient être. Le processus comprenait une étude documentaire, une demande de contribution diffusée sur la liste de diffusion du HJWW et des courriels de suivi avec des informateurs clés.

Conclusions En résumé, l'analyse rapide a permis de constater que la déclaration de consensus des experts atteint à la fois son objectif premier (soutenir les arguments de la défense dans les affaires de criminalisation du VIH) et son objectif secondaire (soutenir le lobbying pour la réforme des lois et des politiques) dans de nombreuses juridictions. L'analyse a également révélé que le processus d'élaboration et de promotion du contenu de la déclaration de consensus des

Barré-Sinoussi F et al. *Journal of the International AIDS Society* 2018, 21:e25161
<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/jia2.25161> | <https://doi.org/10.1002/jia2.25161>



CONSENSUS STATEMENT

Expert consensus statement on the science of HIV in the context of criminal law

Françoise Barré-Sinoussi¹, Salim S Abdool Karim^{2,3,4}, Jan Albert⁵, Linda-Gail Bekker⁶, Chris Beyrer⁷, Pedro Cahn^{8,9,10}, Alexandra Calmy¹¹, Beatriz Grinsztajn¹², Andrew Grulich¹³, Adeeba Kamarulzaman¹⁴, Nagalingeswaran Kumarasamy¹⁵, Mona R Loufy^{16,17,18}, Kamal M El Filali¹⁹, Souleymane Mboup²⁰, Julio SG Montaner^{21,22}, Paula Munder²³, Vadim Pokrovsky^{24,25}, Anne-Mieke Vandamme^{26,27}, Benjamin Young²⁸ and Peter Godfrey-Faussett^{29,30,31}

*Corresponding author: Peter Godfrey Faussett, UNAIDS, Avenue Appia 20, 1211 Genève, Switzerland. Tel + 41 22 791 4054. godfrp@unaids.org

Abstract

Introduction: Globally, prosecutions for non-disclosure, exposure or transmission of HIV frequently relate to sexual activity, biting, or spitting. This includes instances in which no harm was intended, HIV transmission did not occur, and HIV transmission was extremely unlikely or not possible. This suggests prosecutions are not always guided by the best available scientific and medical evidence.

Discussion: Twenty scientists from regions across the world developed this Expert Consensus Statement to address the use of HIV science by the criminal justice system. A detailed analysis of the best available scientific and medical research data on HIV transmission, treatment effectiveness and forensic, phylogenetic evidence was performed and described so it may be better understood in criminal law contexts. Description of the possibility of HIV transmission was limited to acts most often at issue in criminal cases. The possibility of HIV transmission during a single, specific act was positioned along a continuum of risk, noting that the possibility of HIV transmission varies according to a range of intersecting factors including viral load, condom use, and other risk reduction practices. Current evidence suggests the possibility of HIV transmission during a single episode of sex, biting or spitting ranges from no possibility to low possibility. Further research considered the positive health impact of modern antiretroviral therapies that have improved the life expectancy of most people living with HIV to a point similar to their HIV-negative counterparts, transforming HIV infection into a chronic, manageable health condition. Lastly, consideration of the use of scientific evidence in court found that phylogenetic analysis alone cannot prove beyond reasonable doubt that one person infected another although it can be used to exonerate a defendant.

Conclusions: The application of up-to-date scientific evidence in criminal cases has the potential to limit unjust prosecutions and convictions. The authors recommend that caution be exercised when considering prosecution, and encourage governments and those working in legal and judicial systems to pay close attention to the significant advances in HIV science that have occurred over the last three decades to ensure current scientific knowledge informs application of the law in cases related to HIV.

Keywords: human rights; law and policy; risk factors; policy; criminalization; criminal law prosecution

Additional Supporting Information may be found online in the Supporting Information tab for this article.

Received 9 October 2017; Accepted 21 June 2018

Copyright © 2018 The Authors. *Journal of the International AIDS Society* published by John Wiley & Sons Ltd on behalf of the International AIDS Society. This is an open access article under the terms of the Creative Commons Attribution License, which permits use, distribution and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

1 | INTRODUCTION

At least 68 countries have laws that specifically criminalize HIV non-disclosure, exposure, or transmission. Thirty-three countries are known to have applied other criminal law provisions in similar cases (Unpublished data, HIV Justice Network, 2018). Most prosecutions have related to perceived risk of HIV acquisition associated with sexual activity but prosecutions have also occurred for acts such as biting and spitting (Unpublished data,

HIV Justice Network, 2018). These laws and prosecutions have not always been guided by the best available scientific and medical evidence [1], have not evolved to reflect advancements in knowledge of HIV and its treatment, and can be influenced by persistent societal stigma and fear associated with HIV [2]. HIV continues to be singled out, with prosecutions occurring in cases where no harm was intended, where HIV transmission did not occur, was not possible or was extremely unlikely, and where transmission was neither alleged nor proven [1,3].

² Le secrétariat était composé du comité directeur du HJWW, de la Société internationale du sida (IAS), de l'Association internationale des prestataires de soins pour le sida (IAPAC) et du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

experts a apporté des bénéfices supplémentaires qui renforcent les efforts de défense visant à mettre fin à la criminalisation du VIH. Les conclusions sont présentées plus en détail ci-dessous.

Soutien des arguments de la défense dans les affaires de criminalisation du VIH et des contentieux stratégiques

La déclaration de consensus des experts s'avère être un outil utile dans les affaires judiciaires dans de nombreuses juridictions, faisant évoluer la compréhension des tribunaux sur les risques de transmission associés au VIH. Elle a été utilisée pour soutenir les arguments de la défense dans de nombreuses affaires (objectif principal du projet) mais aussi, par le biais de litiges stratégiques, pour tester la constitutionnalité de lois très problématiques. Parmi les affaires qui ont fait jurisprudence, ou susceptibles de faire jurisprudence, on peut citer :

- La décision de la [Cour constitutionnelle de Colombie de](#) supprimer l'article du code pénal criminalisant l'exposition et la transmission du VIH et de l'hépatite B. La Cour a estimé que la loi n'avait pas passé le test de proportionnalité parce qu'elle n'est pas nécessaire ou efficace pour l'objectif visé, violant également les principes d'égalité. L'affaire a été soutenue par des mémoires d'amicus curiae du juge Edwin Cameron (soutenu par le Comité directeur HIV JUSTICE WORLDWIDE et de l'ONUSIDA).
- Un recours constitutionnel en cours devant la Haute Cour du Kenya, qui conteste l'article 26 de la loi kenyane sur les infractions sexuelles, qui concerne l'exposition au VIH ou sa transmission, y compris dans des cas non liés à des infractions sexuelles. Les caractéristiques problématiques de cette loi sont notamment qu'elle est vague et trop large, qu'elle peut être appliquée même si une personne ne savait pas que ses actes pouvaient transmettre le VIH si elle "devait raisonnablement s'en douter", qu'elle ne prévoit pas de défense de consentement et qu'elle prévoit une peine allant de 15 ans à perpétuité.
- Une affaire en cours devant la Cour d'appel de l'Ontario, R v N.G., qui soutient que l'utilisation correcte du préservatif est, et devrait être, suffisante pour éviter des poursuites pénales. Parmi les arguments avancés, on peut citer le fait que l'utilisation de préservatifs en soi annule une "possibilité réaliste de transmission", qu'il est injuste de condamner une personne sur la base d'une possibilité présumée de transmission du VIH plutôt que d'un risque démontré, et que la criminalisation des personnes qui utilisent des préservatifs est une mauvaise politique publique. Le Réseau juridique canadien VIH/sida, la COCQ-SIDA et l'HALCO ont obtenu le statut d'intervenant.
- Un recours constitutionnel actuel contre la peine de mort pour les personnes vivant avec le VIH reconnues coupables d'agression sexuelle au Lesotho. Ce recours est soutenu par le Southern Africa Litigation Centre, avec une déclaration sous serment du coauteur de l'Expert Consensus Statement, Linda-Gail Bekker.

- Le recours constitutionnel actuel contre certaines sections problématiques de la loi ougandaise sur la prévention et le contrôle du VIH et du sida, lancée par une large coalition d'organisations de la société civile qui contestent les articles sur les "tentatives de transmission" et la transmission "intentionnelle" du VIH. On sait que ces lois ont été appliquées dans un large éventail de circonstances, sans que des données probantes ne soient utilisées dans les affaires pour étayer les allégations. Paula Munderi, co-auteur de la Déclaration de consensus des experts, a travaillé avec des avocats et des militants pour préparer ces éléments probants.



Munderi (right), flanked by Watiti during a meeting with lawyers on HIV criminalisation at Protea Hotel Entebbe on Wednesday

HIV laws out of touch with science – medics

[NEW VISION, Vendredi, 29 Mars, 2019](#)

Façonner le plaidoyer pour la réforme du droit et des politiques

La déclaration de consensus des experts a été appliquée avec succès dans les efforts de sensibilisation (l'objectif secondaire du projet) dans de nombreuses juridictions. Parmi les points forts, on peut citer :

Amélioration de la pratique juridique au Canada

Le Réseau juridique canadien VIH/sida a utilisé de manière proactive la Déclaration de consensus des experts pour plaider en faveur d'une amélioration des pratiques juridiques, de la jurisprudence et de la réforme du droit au Canada, et on en voit les résultats. En collaboration avec [la Coalition canadienne pour la réforme de la criminalisation du VIH](#), une copie de la déclaration a été envoyée à tous les procureurs généraux du Canada, demandant l'élaboration de directives à l'intention des procureurs dans les affaires impliquant le VIH. Ces efforts de plaidoyer ont été directement à l'origine d'une directive du procureur général fédéral limitant les poursuites pour non-divulgence du VIH. La déclaration a également été présentée à tous les membres du Comité permanent de la justice de la Chambre des communes pour alimenter leur [étude sur la criminalisation du VIH](#). La clarté des preuves scientifiques contenues dans la déclaration, combinée aux témoignages cohérents des experts universitaires et des militants communautaires, a persuadé le Comité permanent de formuler un [certain nombre de recommandations](#) pour limiter la criminalisation du VIH, notamment une recommandation "pour mettre fin aux poursuites pénales pour non-divulgence du VIH, sauf dans les cas où il y a transmission réelle" et "pour revoir les condamnations antérieures".

Le [Journal de l'Association médicale canadienne](#) a également qualifié la déclaration de consensus scientifique comme faisant autorité sur la question (novembre 2018), et elle figurera en bonne

place dans un chapitre sur la "criminalisation du VIH" d'un livre à paraître sur les questions juridiques LGBTQ, destiné aux praticiens au service des clients LGBTQ au Canada.

Réunions avec le gouvernement et le pouvoir judiciaire au Maroc

Au Maroc, les militants de l'Association pour la lutte contre le sida (ALCS) ont organisé une série de réunions avec des hauts fonctionnaires du ministère public, de la Direction générale de la sécurité nationale (police) et de l'Institut supérieur de la magistrature ; ils ont présenté la déclaration de consensus des experts et ont fait la promotion de ses messages essentiels, du sérieux de ses auteurs et de l'importance d'une science exacte dans les procès liés au VIH. Ces réunions ont également reconnu l'adaptabilité locale de la déclaration, notant que le professeur Hakima Himmich (présidente fondatrice de l'ALCS et présidente de Coalition Plus), et le professeur Mehdi Karkouri (président de l'ALCS), sont officiellement reconnus comme

[signataires de la déclaration.](#)



Personnel de l'ALCS avec des juges et des procureurs participant à une formation sur le VIH, les droits de l'homme et le genre, décembre 2018. photo : ALCS.

Le plaidoyer marocain souligne l'efficacité de la décision stratégique prise par les partenaires du projet d'inviter des experts scientifiques du monde entier à approuver la déclaration avant sa publication, afin

qu'elle puisse être appropriée et considérée comme pertinente au niveau local.

Approbation officielle de la science en République Tchèque

En République Tchèque, les défenseurs de la communauté s'efforcent de remédier à [la recrudescence des poursuites depuis 2015](#). Peu après la publication de la Déclaration de consensus des experts, la Société tchèque d'aide contre le sida a travaillé avec un éminent clinicien local spécialisé dans le VIH pour traduire la Déclaration en tchèque, en faisant la promotion de la Déclaration de consensus des experts parmi les spécialistes du VIH lors de plusieurs événements. En mai 2019, la Déclaration de consensus des experts a été approuvée par tous les centres tchèques de lutte contre le VIH et, en juin, par la Société tchèque des maladies infectieuses. Une copie de la déclaration de consensus des experts a été envoyée à tous les procureurs de district, aux services de police judiciaire, aux tribunaux de district, aux témoins experts nommés par les tribunaux et aux bureaux régionaux de santé publique. L'année 2019 a été la première année, parmi beaucoup d'autres, où aucune audience publique relative à l'exposition au VIH ou à sa transmission n'a été enregistrée.

En décembre 2019, la Société tchèque des maladies infectieuses a publié sur son site web [la Déclaration de consensus des experts](#), avec une recommandation explicite de l'utiliser dans toute procédure judiciaire. Le Comité gouvernemental pour les minorités sexuelles a récemment adopté une résolution selon laquelle le gouvernement devrait demander au ministre de la Justice

de préparer des lignes directrices sur la manière d'enquêter et de poursuivre les crimes liés à l'exposition au VIH et à sa transmission en se basant sur les conclusions de la déclaration. Une autre série de discussions est prévue.

Réforme de la législation en Biélorussie

En Biélorussie, la déclaration de consensus des experts s'est révélée être un outil utile de [plaidoyer auprès des ministères de la santé et de la justice du gouvernement biélorusse](#), ce qui a permis d'apporter d'importantes modifications à la loi sur la criminalisation du VIH dans le pays. Avant 2018, de nombreuses poursuites liées au VIH étaient engagées contre le partenaire

séropositif d'un couple sérodiscordant, même lorsque le partenaire séronégatif était au courant de la séropositivité de son partenaire et avait consenti aux actes en question. Souvent engagées après contact avec des professionnels de la santé, des plaintes ont été portées même lorsque le partenaire ne souhaitait pas engager de poursuites et/ou des mesures de protection avaient été utilisées.

En décembre 2018, à la suite d'une forte mobilisation des organisations locales et régionales menées par le réseau biélorusse des PVVIH, [People Plus](#), l'article 157 du code pénal a été modifié, supprimant la responsabilité pénale si une

personne avait déjà révélé sa séropositivité à un partenaire et que ce dernier avait accepté tout acte qui aurait pu entraîner la transmission. L'amendement a également déclenché un réexamen rétrospectif des peines dans de tels cas.



Représentants de People PLUS à l'extérieur du tribunal de Gomel. Photo : People PLUS

Galvaniser les intervenants pour la réforme de la législation au Zimbabwe

Fin 2018, la déclaration de consensus des experts a été présentée lors [du 4e symposium du Zimbabwe sur le VIH et le droit](#), organisé par une coalition d'organisations comprenant le Conseil national zimbabwéen de lutte contre le sida et l'association Zimbabwe for Human Rights, avec le soutien du Southern Africa Litigation Centre (SALC), de l'AIDS and Rights Alliance for Southern Africa (ARASA), du comité directeur de HIV JUSTICE WORLDWIDE et de UN Women.

Le symposium a été suivi par des représentants de l'exécutif, du législatif et du judiciaire du Zimbabwe, ainsi que par des représentants des organisations communautaires, des avocats et des survivants de la criminalisation du VIH. Depuis lors, les militants ont utilisé la déclaration de consensus des experts dans leurs efforts de plaider pour obtenir un engagement en faveur de

la réforme et de l'abrogation de la loi sur la criminalisation du VIH au Zimbabwe.

En juillet 2019, le gouvernement du Zimbabwe a décidé d'abroger l'article 79 de la loi sur le droit pénal zimbabwéen (codification et réforme) par le biais du nouveau projet de loi sur les mariages publié au journal officiel. La deuxième lecture du projet de loi a eu lieu en février 2020. D'autres processus parlementaires devraient avoir lieu plus tard en 2020 avant que le projet de loi ne devienne une loi.



Image promotionnelle pour "Les implications de la déclaration des experts sur la loi relative à la criminalisation du VIH au Zimbabwe, Journal des droits humains de l'Université d'Oxford.

L'évolution des pratiques judiciaires en Afrique

Suite à la publication du rapport 2012 de la Commission mondiale sur le VIH et le droit, le Forum régional africain des juges a été créé pour discuter des défis, des progrès et des développements dans la réponse au VIH et à la tuberculose basée sur les droits de l'homme. En 2019, le Forum s'est réuni pour la sixième fois, avec 54 participants de 22 pays, dont 30 juges/magistrats ainsi que des avocats, des représentants d'instituts de formation judiciaire et autres.

Soutenu par le PNUD, ce forum de deux jours a permis à de hauts responsables du pouvoir judiciaire de discuter de la Déclaration de consensus des experts, ainsi que des précédents juridiques récents, et a débouché sur la réalisation d'évaluations des besoins afin d'éclairer l'élaboration d'un programme d'études visant à intégrer les questions relatives au VIH et à la tuberculose dans les instituts de formation judiciaire.

Au cours du Forum, l'ancien juge Edwin Cameron de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud a souligné l'importance du rôle du pouvoir judiciaire pour s'assurer que la science moderne joue un rôle clé dans les procès liés au VIH, en déclarant : "Il est impératif que les juges, les avocats et les décideurs politiques veillent à ce que l'état de droit - et le bon sens,

étayé par des données médicales et preuves scientifiques - prévale. Il est de notre devoir, en tant que juges, de veiller à ce que l'injustice et l'irrationalité, la peur et l'ignorance ne triomphent pas".



Les juges participants de 22 pays au sixième Forum régional africain des juges, 2019.
Photo : PNUD

Les juges qui ont participé au Forum ont depuis rendu plusieurs décisions judiciaires importantes, notamment la juge Zione Ntaba du Malawi, qui a appliqué sa compréhension de la science actuelle du VIH dans [une affaire clé de criminalisation du VIH liée à l'allaitement.](#)

Renforcer la compréhension entre les chefs coutumiers et religieux au Burkina Faso

Au Burkina Faso, une coalition contre la criminalisation du VIH a été formée et travaille sur des amendements au projet de loi proposé par le Conseil national de lutte contre le VIH/Sida et les IST. La coalition participe à un comité qui comprend des organisations de défense des droits de l'homme, des droits des femmes et des jeunes ainsi que des représentants de la communauté des personnes séropositives, aux côtés du PNUD et de l'ONUSIDA. Ce processus difficile s'est heurté à l'opposition d'organisations communautaires et de la société civile, qui avaient une compréhension limitée du VIH. La déclaration de consensus des experts s'est avérée un outil persuasif et précieux pour maintenir les discussions sur la bonne voie, y compris lorsque les participants se sont laissés emporter par des arguments émotionnels.

La coalition a également organisé une réunion avec les chefs coutumiers et religieux, qui ont demandé s'il était prouvé que la législation pénale ait un effet dissuasif sur les comportements qui exposaient les personnes à un risque de transmission du VIH. Après avoir appris que rien n'indiquait cela, les dirigeants ont convenu qu'il était contradictoire qu'une loi criminalise ceux qu'elle est censée protéger (un argument qui a également eu un écho dans les efforts de plaidoyer en République démocratique du Congo), et que si la criminalisation ne contribue pas à prévenir la transmission, il n'y a aucune raison pour que la loi criminalise le VIH.

Les avocats continuent à s'organiser, les prochaines étapes comprenant une réunion nationale avec tous les acteurs concernés pour discuter des projets de loi afin que le gouvernement puisse les présenter au Parlement.

Informer la réflexion scientifique et médicale

La Déclaration de consensus des experts a été intégrée dans la rédaction scientifique, avec des citations dans 21 articles évalués par des pairs, ce qui démontre sa pertinence et son influence. Ces articles ont été publiés dans des revues telles que *The Lancet*, *Journal of the International AIDS Society*, *Canadian Medical Association Journal*, *The BMJ*, *Global Public Health* et *AIDS and Behaviour* (voir la liste des articles à l'annexe 1). C'est l'article le mieux classé à ce jour de la JIAS (n° 1 sur 1 610) et il se situe dans les premiers 5 % des résultats de recherche évalués par Altmetric, se classant dans le 99ème percentile pour le High Attention Score (Score d'attention élevé).

La déclaration de consensus des experts a été largement diffusée dans la presse scientifique et médicale, notamment en France, en Italie, au Kenya, en Afrique du Sud, en Espagne, en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis (voir la liste des exemples à l'annexe 2). Elle a également été adoptée par une série d'organisations scientifiques et médicales et/ou d'organisations éducatives, dont beaucoup l'ont affichée sur leur site web, notamment l'[Académie de formation EAGT](#), [Europe PMC](#), [l'Université John Hopkins](#), [l'Institut national de la santé de la Bibliothèque nationale de médecine des États-Unis \(NCBI\)](#). Elle est également hébergée sur [Research Gate](#) et [Semantic Scholar](#).

Développer des relations plus fortes qui transcendent les silos et font progresser les capacités

Les processus utilisés pour élaborer la déclaration de consensus des experts ont permis de mettre en place un modèle de collaboration et de réseautage dans les domaines de la science, de la médecine, du droit et de la communauté.

Des relations solides ont été établies entre de nombreux partenaires du projet initial : IAS, IAPAC, ONUSIDA et le Comité directeur de HIV JUSTICE WORLDWIDE. Le projet a ensuite évolué grâce à des interactions individuelles et à une série de réunions avec 20 des plus grands scientifiques du monde spécialisés dans le domaine du VIH - des engagements qui ont eu des résultats durables .

La traduction de la déclaration de consensus des experts a été gérée par le HIV Justice Network, avec le soutien du Réseau juridique canadien VIH/sida, du Réseau Global des personnes vivant avec le VIH et ONUSIDA. Le lancement de la déclaration de consensus des experts, et la conférence de presse qui l'a accompagné, à l'occasion d'AIDS2018, ont impliqué tous les partenaires, la stratégie de presse communautaire de HIV JUSTICE WORLDWIDE ayant bénéficié des ressources substantielles en matière de communication de l'IAS. Les discussions relatives à la conférence de presse ont commencé des mois à l'avance, ce qui a permis de créer des relations et de la confiance, et a abouti à une coordination et une collaboration entre les organisations. L'intérêt à l'égard de la déclaration de consensus des experts a continué à susciter l'engagement des membres de la coalition HIV JUSTICE WORLDWIDE et du réseau HIV Justice Network.



Ci-dessus La conférence de presse de la déclaration des experts à AIDS 2018. Photo : UNAIDS.

Ci-dessous: Les membres de HIV JUSTICE WORLDWIDE célèbrent le lancement de la déclaration de consensus des experts à AIDS2018. Photo : HJWW.



Le processus de développement a permis de renforcer les relations entre les principaux scientifiques, juristes et militants communautaires en matière de VIH. Cela a permis de développer des modes de communications efficaces et informelles entre les partenaires pour faire avancer rapidement les projets. En bref, les militants savent désormais qui appeler et ont établi des lignes de communication directes. Cela a également donné lieu à un certain nombre de stratégies et d'interventions importantes impliquant une coopération entre les organisations communautaires et les coauteurs scientifiques, notamment:

- Préparation d'une déclaration sous serment scientifique soutenant un accusé dans l'affaire de la peine de mort au Lesotho, 2020 (Linda-Gail Bekker)
- Co-rédaction d'un article d'opinion pour le *New York Times* : « Living With H.I.V. isn't a Crime. Why Is the United States Treating It Like One? » (Vivre avec le VIH n'est pas un crime, pourquoi est-il traité comme tel aux Etats-Unis), 26 août 2019 (Chris Beyrer)
- Assistance dans le cadre du recours constitutionnel en Ouganda, 2019 (Paula Munderi)
- Co-rédaction d'un résumé et présentation à AFRAVIH 2018, (Alexandra Calmy) et co-rédaction d'un résumé pour AFRAVIH 2020 (Françoise Barre-Sinoussi,)

Diffusion de messages précis et positifs sur le VIH et la criminalisation du VIH

L'élaboration et le lancement opportun de la déclaration de consensus des experts ont placé la question de la criminalisation du VIH au centre de la 22e conférence internationale sur le sida - AIDS2018. L'implication de l'IAS (en tant qu'organisateur de la conférence et partenaire de la déclaration) a permis d'aborder la question de la criminalisation du VIH. Ceci a conduit à son inclusion dans la session plénière d'ouverture, où Robert Suttle (Sero Project), survivant de la criminalisation du VIH, et Allan Maleche (KELIN) ont pris la parole aux côtés de Charlize Theron, Elton John et le "Prince Harry", le Duc du Sussex. En particulier, la présentation de Robert a eu un impact visible sur de nombreux membres de l'auditoire : elle a fait changer d'avis les scientifiques, les cliniciens, les responsables de la santé, les bailleurs de fonds et les membres de la communauté : La criminalisation du VIH est injuste, et elle est pertinente pour eux et leur travail.



La conférence de presse à AIDS2018 a généré une couverture médiatique mondiale par au moins 57 organes de presse, et une couverture positive sur les réseaux sociaux. L'intérêt des médias traditionnels se poursuit, avec plus de 80 rapports identifiés (voir liste à l'annexe 3). Il faut noter que l'analyse des médias a été limitée par l'accent mis sur les médias de langue anglaise.

La déclaration de consensus des experts a suscité une couverture médiatique communautaire favorable et constructive dans de nombreux pays, notamment en Australie, en Belgique, au Canada, en France, en Italie, au Mexique, au Nigeria, en Russie, en Espagne et en Suisse, au Royaume-Uni et aux États-Unis, ainsi que dans les pays de la région Europe de l'Est et Asie centrale (liste à l'annexe 4). Elle a également généré 640 tweets de 404 utilisateurs dans 34 pays (liste à l'annexe 5), avec une limite supérieure de 1,4 million followers.

En fin de compte, l'intérêt suscité par la déclaration de consensus des experts a fait monter le débat mondial sur la criminalisation du VIH, les messages coordonnés se traduisant par un discours positif et percutant dans le monde entier. Ce discours est essentiel si nous voulons réussir dans nos efforts pour mettre fin à la criminalisation du VIH.

The New York Times

Living With H.I.V. Isn't a Crime. Why Is the United States Treating It Like One?

States' nondisclosure statutes, used to persecute marginalized populations, discourage testing and treatment.

By Chris Beyrer and Robert Suttle

Dr. Beyrer is an infectious disease epidemiologist. Mr. Suttle was convicted under Louisiana's H.I.V. criminalization statute.

Aug. 26, 2019



Michael Johnson was originally sentenced to 30 years in prison for being convicted of failing to tell his sexual partners he had H.I.V. He was released in July after serving five years. Leah Klafczynski for The New York Times

Annexe 1. Articles examinés par des pairs citant la déclaration de consensus des experts

Articles évalués par les pairs citant la déclaration de consensus des experts

2020

[Louisiana's Intentional Exposure to HIV Policy: The Social Construction of Target Populations](#), (La politique de la Louisiane en matière d'exposition intentionnelle au VIH : La construction sociale des populations cibles)

Jamie L Barney, *Social Work in Public Health*

[The HIV epidemic in Latin America: A time to reflect on the history of success and the challenges ahead](#),

(L'épidémie de VIH en Amérique latine : Un moment de réflexion sur l'histoire des succès et les défis à venir)
Brenda Crabtree-Ramírez, Pablo F Belaunzarán-Zamudio, Claudia P Cortes, Miguel Morales, Omar Sued, Juan Sierra-Madero, Pedro Cahn, Anton Pozniak, Beatriz Grinsztejn, *Journal of the International AIDS Society*

[Using Science for Justice: The Implications of the Expert Consensus Statement on Zimbabwe's HIV Criminalisation Law](#), (Utiliser la science pour la justice : Les implications de la déclaration de consensus des experts sur la loi de criminalisation du VIH au Zimbabwe)

Annabel Raw, Michaela Clayton, Tinashe Mundawawara and Lizwe Jamela, *University of Oxford Human Rights Journal*

[Undetectable viral load and HIV transmission dynamics on an individual and population level: where next in the global HIV response?](#), (Charge virale indétectable et dynamique de la transmission du VIH au niveau des individus et des populations : quelle est la prochaine étape de la lutte mondiale contre le VIH ?)

Benjamin R Bavinton, Alison J Rodger, *Current Opinion in Infectious Diseases*

[A Syndemic Model of Exchange Sex Among HIV-Positive Men Who Have Sex With Men](#),

(Un modèle syndémique d'échange de rapports sexuels entre hommes séropositifs qui ont des rapports sexuels avec des hommes)

Suzan M. Walters, Amy Braksmajer, Bethany Coston, Irene Yoon, Christian Grov, Martin J. Downing, Richard Teran, Sabina Hirshfield, *Archives of Sexual Behavior*

[Sword and Shield: Perceptions of law in empowering and protecting HIV-positive men who have sex with men in Manila, Philippines](#), (Épée et bouclier : Perceptions du droit dans l'autonomisation et la protection des hommes séropositifs ayant des rapports sexuels avec des hommes à Manille, Philippines)

Alexander C. Adia, Arjee J. Restar, Connie J. Lee, Mark P. Payawal, Ma Irene Quilantang, Jennifer Nazareno, Don Operario, *Global Public Health*

[Awareness and Understanding of HIV Non-disclosure Case Law and the Role of Healthcare Providers in Discussions About the Criminalization of HIV Non-disclosure Among Women Living with HIV in Canada](#),

(Connaissance et compréhension de la jurisprudence en matière de non-divulgence du VIH et du rôle des prestataires de soins de santé dans les discussions sur la criminalisation de la non-divulgence du VIH chez les femmes vivant avec le VIH au Canada)

Sophie Patterson, Valerie Nicholson, M.-J. Milloy, Gina Ogilvie, Robert S. Hogg, Allison Carter, Tian Li, Erin Ding, Paul Sereda, Saara Greene, Alexandra de Pokomandy, Mona Loutfy, Angela Kaida, l'équipe de recherche CHIWOS, *AIDS and Behavior*

2019

[Inferring HIV-1 transmission networks and sources of epidemic spread in Africa with deep-sequence phylogenetic analysis](#), (Inférer les réseaux de transmission du VIH-1 et les sources de propagation de l'épidémie en Afrique par une analyse phylogénétique en profondeur)

Oliver Ratmann, M. Kate Grabowski, Matthew Hall, Tanya Golubchik, Chris Wymant, Lucie Abeler-Dörner, David Bonsall, Anne Hoppe, Andrew Leigh Brown, Tulio de Oliveira, Astrid Gall, Paul Kellam, Deenan Pillay, Joseph Kagaayi, Godfrey Kigozi, Thomas C. Quinn, Maria J. Wawer, Oliver Laeyendecker, David Serwadda, Ronald H. Gray, Christophe Fraser, PANGEA Consortium and Rakai Health Sciences Program, *Nature Communications*

<p>Challenges of reaching 90-90-90 in the Southern United States, (Les défis à relever pour atteindre l'objectif 90-90-90 dans le sud des États-Unis) Jonathan A Colasanti, Wendy S Armstrong, <i>Current Opinion in HIV and AIDS</i></p>
<p>Counteracting shame, recognizing desire: Managing the emotional reverberations of criminalizing HIV nondisclosure in Canada, (Contrecarrer la honte, reconnaître le désir : gérer les répercussions émotionnelles de la criminalisation de la non-divulgence du VIH au Canada) Jennifer M. Kilty, Michael Orsini, <i>The Sociological Review</i></p>
<p>“We write as little as we have to”: charting practices and documenting disclosure in response to HIV criminalization in Canada, ("Nous écrivons le moins possible" : cartographie des pratiques et documentation de la divulgation en réponse à la criminalisation du VIH au Canada) Jennifer M. Kilty, Michael Orsini, <i>AIDS Care</i></p>
<p>Genotypic Characterization of Human Immunodeficiency Virus Type 1 Isolated from Antiretroviral Treatment-Experienced Individuals in Buleleng Regency, Bali, Indonesia, (Caractérisation génotypique du virus de l'immunodéficience humaine de type 1 isolé chez des personnes ayant suivi un traitement antirétroviral dans la régence de Buleleng, Bali, Indonésie) Ni Luh Ayu Megasari, Devi Oktafiani, Elsa Fitri Ana, Shuhei Ueda, Tomohiro Kotaki, Nasronudin, Soetjipto, Masanori Kameoka, <i>AIDS Research and Human Retroviruses</i></p>
<p>Similar, but different: drivers of the disproportionate HIV and sexually transmitted infection burden of key populations, (Similaires, mais différents : les facteurs qui déterminent la charge disproportionnée du VIH et des infections sexuellement transmissibles dans les populations clés) Kenneth H Mayer, Lao-Tzu Allan-Blitz, <i>Journal of the International AIDS Society</i></p>
<p>Recommendations for analytical antiretroviral treatment interruptions in HIV research trials—report of a consensus meeting, (Recommandations pour les interruptions de traitement antirétroviral analytique dans les essais de recherche sur le VIH - rapport d'une réunion de consensus) Boris Julg, Lynda Dee, Jintanat Ananworanich, Dan H Barouch, Katharine Bar, Marina Caskey, Donn J Colby, Liza Dawson, Krista L Dong, Karine Dubé, Joseph Eron, John Frater, Rajesh T Gandhi, Romas Geleziunas, Philip Goulder, George J Hanna, Richard Jefferys, Rowena Johnston, Daniel Kuritzkes, Jonathan Z Li, Udom Likhitwonnawut, Jan van Lunzen, Javier Martinez-Picado, Veronica Miller, Luis J Montaner, Douglas F Nixon, David Palm, Giuseppe Pantaleo, Holly Peay, Deborah Persaud, Jessica Salzwedel, Karl Salzwedel, Timothy Schacker, Virginia Sheikh, Ole S. Sjøgaard, Serena Spudich, Kathryn Stephenson, Jeremy Sugarman, Jeff Taylor, Pablo Tebas, Caroline T Tiemessen, Randall Tressler, Carol D Weiss, Lu Zheng, Merlin L Robb, Nelson L Michael, John W Mellors, Steven G Deeks, Bruce D Walker, <i>The Lancet HIV</i></p>
<p>The rise of molecular HIV surveillance: implications on consent and criminalization, (L'essor de la surveillance moléculaire du VIH : implications sur le consentement et la criminalisation) Alexander McClelland, Adrian Guta, Marilou Gagnon, <i>Critical Public Health</i></p>
<p>The HIV Infection: Clarification of Its Legal Classification of Transmission and Measures to Protect Societies from Burdening Caused by Social and Medical Care Services for the Coming Decades, (L'infection par le VIH : Clarification de la classification juridique de la transmission et des mesures visant à protéger les sociétés contre le fardeau des services de soins sociaux et médicaux pour les décennies à venir) Reinhard H. Dennin, Arndt Sinn, <i>World Journal of AIDS</i></p>
<p>2018</p>
<p>Risk of sexual transmission of human immunodeficiency virus with antiretroviral therapy, suppressed viral load and condom use: a systematic review, (Risque de transmission sexuelle du virus de l'immunodéficience humaine avec la thérapie antirétrovirale, la suppression de la charge virale et l'utilisation de préservatifs : une revue systématique) Jennifer LeMessurier, Gregory Traversy, Olivia Varsaneux, Makenzie Weekes, Marc T Avey, Oscar Niragira, Robert Gervais, Gordon Guyatt, Rachel Rodi, <i>Canadian Medical Association Journal</i></p>

<p>Ending overly broad criminalization of nondisclosure of human immunodeficiency virus infection, (Mettre fin à la criminalisation trop large de la non-divulgence de l'infection par le virus de l'immunodéficience humaine) Richard Elliott, <i>Canadian Medical Association Journal</i></p>
<p>Criminalising HIV transmission is counterproductive and should stop, experts say, (La criminalisation de la transmission du VIH est contre-productive et devrait cesser, selon les experts) Richard Hurley, <i>The BMJ</i></p>
<p>Addressing HIV criminalization: science confronts ignorance and bias, (Lutter contre la criminalisation du VIH: la science confronte l'ignorance et les préjugés) Kenneth H Mayer, Annette Sohn, Susan Kippax, Marlène Bras, <i>Journal of the International AIDS Society</i></p>
<p>Criminal law and the risk of harm: a commentary on the impact of criminal laws on sexual and reproductive health, sexual conduct and key populations, (Le droit pénal et le risque de préjudice: un commentaire sur l'impact des lois pénales sur la santé sexuelle et reproductive, le comportement sexuel et les populations clés) Veronica Birga, Luisa Cabal, Lucinda O'Hanlon, Christina Zampas, <i>Sexual and Reproductive Health Matters</i></p>
<p>HIV criminalisation is bad policy based on bad science, (La criminalisation du VIH est une mauvaise politique basée sur une mauvaise science) <i>The Lancet</i>, Editorial, September 2018.</p>
<p>Voir aussi</p>
<p>The challenge of HIV decriminalisation, (Le défi de la décriminalisation du VIH) Matthew Weait, <i>BMJ Sexual & Reproductive Health</i>, Blog, 27 January 2020.</p>
<p>The challenge of HIV decriminalisation, (Le défi de la décriminalisation du VIH) Matthew Weait, <i>Journal of Medical Ethics</i>, Blog, 30 January 2020.</p>

Annexe 2: Couverture de la déclaration de consensus d'experts dans la presse scientifique et médicale

Coverage in science and medical press
Africa Science News, Kenya
Aidsmap, Royaume-Uni
Conseil National du Sida et des hépatites virales, France
Contagion Live, États-Unis
FHI 360 / Crowd 360, États-Unis
Fundación Española del Aparato Digestivo (FEAD), Espagne
Health 24, Afrique du Sud
Health News Online, États-Unis
HIV Share Space, Afrique du Sud
IAS Society, Suisse
Infosalus Espagne
The Lancet, Royaume-Uni
Medical Brief, Afrique du Sud
Medical express, Royaume-Uni
Med Page Today, États-Unis
Medscape, États-Unis
Poloinformativo HIV AIDS, Italie
Quotidianosanità, Italie
Sexual and Reproductive Health Matters, Royaume-Uni
Transversal, France

Annexe 3: Couverture de la déclaration de consensus d'experts dans la presse traditionnelle

La couverture médiatique de la déclaration dans les organes de presse traditionnelle
The Body, 07 septembre 2018, HIV Criminalization : Science Alone is not the Solution (Criminalisation du VIH : La science seule n'est pas la solution)
The Body, 27 août 2018, Overview of AIDS2028 (Aperçu d'AIDS 2018)
Kaiser Health News, 27 juillet 2018, HIV Criminalization Laws Ineffective, 20 Experts Say in Joint Statement Released at AIDS 2018 (Les lois sur la criminalisation du VIH sont inefficaces, selon 20 experts dans une déclaration commune publiée à l'occasion de AIDS 2018)
Communiqué de presse de Santé Canada, 27 juillet 2018, Le ministre canadien de la Santé conclut des réunions fructueuses lors de la 22e Conférence internationale sur le sida aux Pays-Bas (republié dans 40 médias aux États-Unis et au Canada)
MedPage Today, 26 juillet 2018, HIV Criminalization Called Ineffective and Unjust (La criminalisation du VIH qualifiée d'inefficace et d'injuste)
Firstpost, 26 juillet 2018, HIV experts call for an end to 'unscientific' laws that include imprisonment (Les experts du VIH demandent la fin des lois "non scientifiques" qui prévoient des peines d'emprisonnement)
Jamaica Observer, 26 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH
Scienza e Farmici, 26 Juillet 2018, "Non criminalizzate l'Hiv": venti scienziati leader mondiali della lotta alla malattia contro quelle leggi che criminalizzano il contagio ("Ne pas criminaliser le VIH" : vingt scientifiques de renommée mondiale luttent contre les lois qui criminalisent la contagion)
Business Standard, AFP, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Daily Nation (Kenya), 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
MedicalXpress, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Journal du Cameroun, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Channel News Asia CNA, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Digital Journal, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Yahoo ! Finance USA, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Yahoo ! News, 25 juillet 2018, Scientists seek end to 'unscientific' HIV laws (Les scientifiques veulent mettre fin aux lois "non scientifiques" sur le VIH)
Benzinga, 25 juillet 2018, Statement - Groundbreaking consensus on HIV criminalization released by world scientific experts at International AIDS Conference (Déclaration - Un consensus révolutionnaire sur la criminalisation du VIH a été dégagé par des experts scientifiques mondiaux lors de la Conférence internationale sur le sida)

Canada NewsWire TORONTO, 25 juillet 2018 Human rights organizations... (Les organisations de défense des droits ...)
El País, 25 juillet 2018, Conferencia del Sida: En la cárcel por tener sexo portando el VIH (Conférence sur le sida : en prison pour avoir eu des relations sexuelles avec le VIH) Planeta Futuro
Le Parisien, 29 January 2020, «flic de terrain» et grande gueule des réseaux sociaux
OUT à Perth, le 26 juillet 2018, Researchers say scientific evidence does not support criminalisation of HIV (Des chercheurs affirment que les données scientifiques ne justifient pas la criminalisation du VIH)
POZ. 25 juillet 2018, 20 Global Experts Agree: Science Doesn't Back HIV Crime Law (20 experts mondiaux sont d'accord : La science ne soutient pas la loi sur la criminalité liée au VIH)
Le Parisien, 29 January 2020, «flic de terrain» et grande gueule des réseaux sociaux
OUT in Perth, 26 July 2018, Researchers say scientific evidence does not support criminalisation of HIV
POZ. 25 July 2018, 20 Global Experts Agree: Science Doesn't Back HIV Crime Law
Voir aussi
Afrique du Sud (Business Live, IOL, Polity.org.za)
Canada (Globe & Mail, Radio Canada Intl, La Presse)
Cambodge (Khmer Times)
Espagne (EFE)
Etats-Unis (KFF/Cspan2, Veterans Today)
France (Agence France Presse, Transversal Magazine)
Italie (Quotidianosanita)
Inde (Latestly, Hashtakshep)
Malawi (Zodiak Malawi)
Mexique (La Vanguardia, El diaro de Yucatan, Palabras Claras)
Nigeria (Agence de Presse du Nigeria, Nigerian Voice, The Nation, PM News, BusinessDay)
Pakistan (SamaaTV)
Pays-bas (Expatica)
Russie (Kommersant, TV Rain)
Singapour (Channel NewsAsia)
Zimbabwe (Newsday, Spiked)

Annexe 4: Presse communautaire sur la déclaration de consensus d'experts

Presse communautaire sur la déclaration de consensus d'experts
Australie: Star Observer, Out in Perth, NAPWHA
Belgique: Observatoire du Sida et des sexualités
Canada: AIDSLAW, Catie blog, HALCO, Cocqsida, HIV and AIDS Legal Clinic Ontario, Institut national de santé publique Québec
Espagne gTt
Etats-Unis: POZ Magazine, Bay Area Reporter, A&U Magazine, Beta Blog, Central Voice PA, Centre for HIV Law and Policy, Positively Aware, Ken Pinkela (Change.org)
France: AIDES, vih.org , Coalition Plus, Assemblée parlementaire de la Francophonie
Italie: Anlaids, HelpAIDS, SIDA
Mexique Letraese
Nigeria: Rustin Times
Russie: Life4me+
Royaume-Uni: NAT blog
Suisse Aide Suisse contre le Sida
Région Europe de l'Est et Asie centrale: Réseau des femmes eurasiennes sur le sida
International: HIV Justice Network, International AIDS Society, M Pact, Robert Carr Fund HIV Justice Global Consortium, UNAIDS, UNDP

Annexe 5: Couverture géographique des tweets signalés concernant la déclaration de consensus des experts

Couverture géographique des tweets signalés concernant la déclaration de consensus des experts
Afrique du Sud
Allemagne
Australie
Autriche
Bangladesh
Brésil
Cameroun
Canada
Chili
Danemark
Espagne
Etats-Unis
Equateur
Ghana
Grèce
Irlande
Italie
Japon
Kazakhstan
Kenya
Mexique
Mozambique
Niger
Nigeria
Ouganda
Pays-Bas
Philippines
Portugal
Royaume-Uni
Russie
Thaïlande
Turquie
Venezuela
Zimbabwe